

LUTTE OUVRIERE

JOURNAL COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

POUR LA CONSTRUCTION DE LA LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS

POUR LA LIBERATION DES ANTILLES

POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA MARTINIQUE ET A LA GUADELOUPE

POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

SOMMAIRE

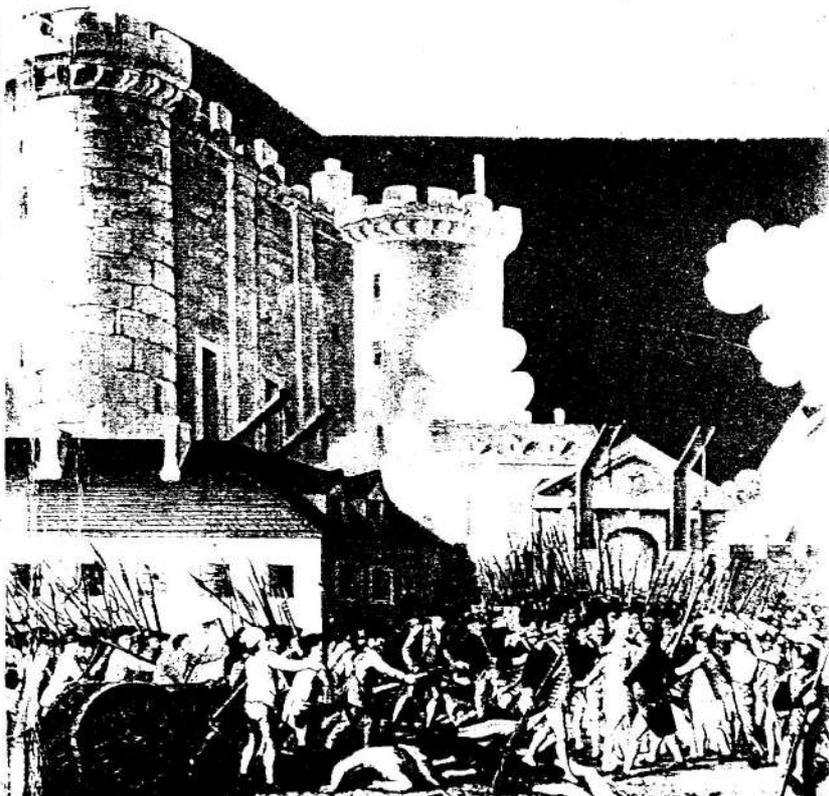
EDITORIAL :

VIVE LA JEUNESSE ANTILLAISE!

Page 3

LA PRISE DE LA BASTILLE au 17^e siècle!

Page 4



N°2 - JANVIER 1966

EDITORIAL

Vive la jeunesse antillaise !

Après les émeutes de Sainte-Thérèse, le bilan des arrestations se monte à plus de trente cinq jeunes gens. De nombreux mineurs ont été placés en maison de redressement ; d'autres, que Georges Viratelle, correspondant du Monde, désigne pour être des délinquants notoires, ont été condamnés et écroués. Ces arrestations n'ont pas été sans soulever l'émotion populaire.

Et pour que les choses soient revêtues d'un caractère de solennité plus grand encore, on fit venir, depuis la capitale française, plusieurs policiers de la Sécurité Nationale.

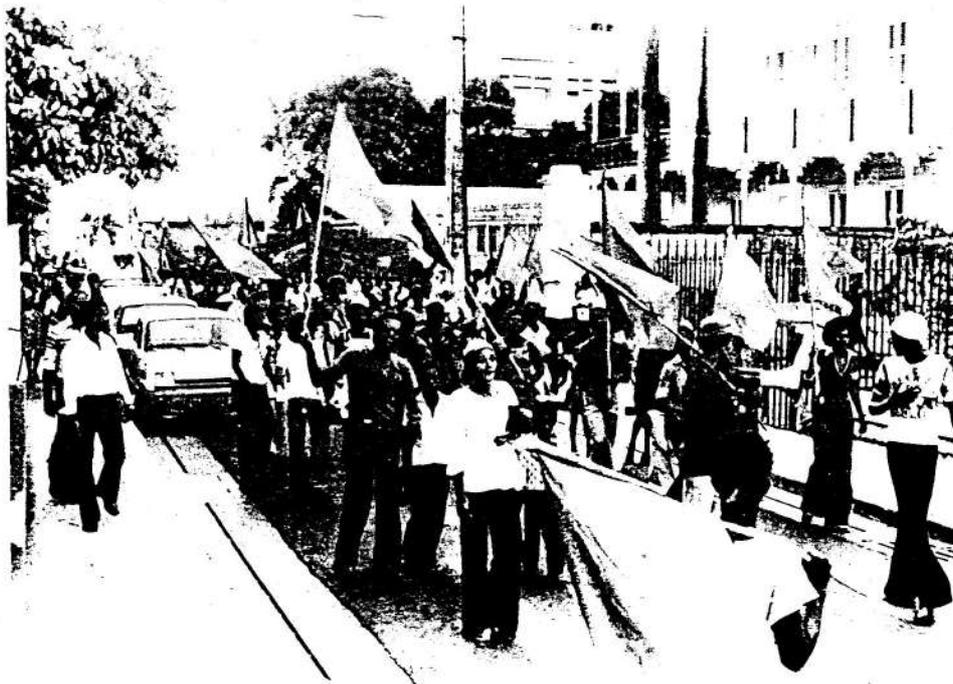
Mais ce n'est pas fortuitement que les manifestations de Sainte-Thérèse ont été le fait pour une grande part, de tout jeunes gens, de mineurs. Les Antilles comptent sur une population de 600 000 personnes, 50% de moins de vingt ans, et il est normal que devant le manque de perspectives révolutionnaires des vieux partis, devant la pusillanimité et la sclérose du P.C. Martiniquais, que ce soient des jeunes inorganisés, sans expérience et sans formation politique, qui expriment tout à coup, comme ils le peuvent, la colère contenue de tout notre peuple.

Quant à nous, nous crions

VIVENT LES ELEUPTIERS DE SAINTE-THÉRÈSE !

VIVE LA JEUNESSE MARTINICAISE !

C'est à elle que nous nous adressons et que nous voulons offrir les moyens de lutte efficaces pour la libération des Antilles et pour le socialisme.



La prise de la Bastille au XXe siècle

Depuis le 1er Mai, paraît dans le "Progrès Social" et sous la plume de Lauriette Gérard, par ailleurs secrétaire du F.G.A. (Front Guadeloupéen pour l'Autonomie), une série d'articles. Qu'il s'agisse de "quelques aperçus sur notre position" ou "comment devenir autonomiste - vers un socialisme spécifique" il nous a semblé que l'auteur y développait, et nous l'avons déjà dit au numéro 1 de "Lutte Ouvrière", une idéologie et une méthodologie que nous jugeons très contestables.

Ce que nous devons rechercher d'abord, c'est au nom de qui parle Lauriette, nous le ferons en nous référant constamment à ses propres écrits. Ainsi le 8 Mai se demande-t-il : "Beaucoup de Guadeloupéens possèdent-ils le capital instruction en même temps que l'idéal d'augmenter le bonheur de la classe faible". Ces articles s'adressent donc dès les premiers mots, nous semble-t-il, à ces Guadeloupéens possédant "le capital instruction". Il s'agit alors de quels Guadeloupéens ? Celui qui travaille depuis l'âge de 15 ans dans les champs de canne et même avant, l'ouvrier de l'usine, le docker de Pointe-à-Pitre ou de Basse-Ferre, la "bonne" ou la vendeuse ? Nous disons qu'il ne s'agit pour Lauriette d'aucune de ces personnes puisque lui-même continuant le 15 Mai écrit : "Ceux de notre groupe croient qu'il y a assez d'intellectuels guadeloupéens demi-aisés pour que la Guadeloupe sorte de l'état de tutelle et que ces intellectuels semi-libérés doivent lutter pour leur libération totale et la diminution de souffrance de la classe faible".

Alors nous dirons simplement que Lauriette parle en "avant-garde" des intellectuels demi-aisés et semi-libérés, nous préférons aussi croire qu'il ne s'agit sous sa plume que d'un lapsus lorsqu'il écrit : "pour leur libération", ce qui signifie qu'il s'agit de la libération de ces seuls Guadeloupéens demi-aisés, semi-libérés et que viennent nous confirmer, si nous en doutions, les mots d'après : il n'y aura pas de suppression pure et simple, suivant des méthodes scientifiques, de la classe faible ; les Guadeloupéens nouveaux venus au pouvoir s'attacheront - et quelle preuve en avons-nous ? - à une modeste "diminution de souffrance de la classe faible".

Il ne faudra donc plus nous étonner outre mesure, quand notre idéologue se demande : "Pourquoi la classe moyenne Guadeloupéenne (chefs d'entreprise, commerçants aisés, intellectuels) ne se manifeste pas davantage ?"

Une fois le problème ainsi posé, l'aspect économique de la question disparaît ou est secondaire "ce qui compte pour beaucoup d'hommes c'est manger, s'accoupler, mais nous, c'est la dignité" s'écrie le 10 Juillet l'auteur. C'est donc décidé, nous nous battons pour la dignité. Mais de quel "nous" s'agit-il et de quelle dignité. Dans cette affaire qui, nous l'avons vu plus haut, ne concerne que des bourgeois, ceux-ci vont-ils, surmontant par la puissance de l'analyse, leur laisser-aller séculaire, se lancer dans la lutte pour la dignité, par leurs écrits, par leurs paroles et leurs actions.

Ne nous y trompons point, à ce niveau, l'auteur se souvient de la "masse" en tant qu'élément essentiel. Elle apparaît brusquement, au début d'un article : "peut-on prévoir les émotions qui vont envahir les hommes des deux groupes se faisant face, le premier groupe étant aimé et payé pour défendre des hommes rassasiés de plaisir et de bonne chère, le deuxième étant formé d'éléments révoltés d'une classe sociale qui souffre depuis plusieurs générations". La masse serait alors, pour Lauriette, qu'une "main-d'oeuvre" - péjorativement parlant - des éléments exaltés, fous de ses mots et armés de ses slogans. Et c'est elle qui constituerait ce fameux "nous" qui se battrait pour la dignité. Dignité des classes moyennes, des intellectuels demi-aisés, des chefs d'entreprise, des commerçants aisés qui n'est, comme chacun sait, que le contrôle de l'industrie, le remplacement à la Guadeloupe de la domination d'un colonisateur extérieur (la France) par la sienne propre.

Finalement nous arrivons - en suivant Lauriette - à une translation. La domination des Guadeloupéens par une partie de la France sera remplacée par la domination des Guadeloupéens par des Guadeloupéens même, cela signifierait absurdement que les travailleurs espagnols sont moins exploités du fait que ce soit Franco, les capitalistes et l'église espagnole qui s'en chargent, que les Sénégalais, balayeurs de rues à Paris sont, ma foi, plus heureux que leurs ancêtres (exportés vers les Amériques) puisque ce n'est plus un blanc, mais le président Senghor, un nègre comme eux qui organise leur traite pour les meilleurs profits du capitalisme français.

Mais abordons le fond du propos de M. Lauriette. Il y est constamment fait recours à la révolution française de 1789, à ce qu'il estime être ses origines "des hommes comme Montesquieu, Voltaire, Diderot attaquèrent ce régime (la monarchie) où 50 hommes peinaient pour le bonheur d'un seul. Ils furent emprisonnés, mais leurs écrits conduisirent à la révolution française, les asservis et les semi-libérés écrasèrent les maîtres, les courtisans, les privilégiés", à ce qu'il croit être son déroulement tout entier. "Pourtant avec des fourches et des bâtons, la foule a pris la Bastille".

Qu'en est-il réellement, la révolution française fut-elle bien cela ? Et si tous ces faits énumérés par Lauriette sont exacts, quel sens plus profond se cachait-il derrière les apparences ?

Tout d'abord, et c'est essentiel, tous ces écrivains : Montesquieu, Diderot, Voltaire sont les interprètes d'un état d'esprit qui se révélait dès le XVIII^e siècle parmi les personnes cultivées. Le Parlement désobéit déjà au roi, déclare nuls et illégaux des actes de cette autorité royale, certains actes de Louis XVI sont déclarés "absurdes dans leurs combinaisons, despotiques dans leur principe, tyranniques dans leurs effets". Cela ne s'arrête pas à des paroles hardies : en 1788, la royauté cède au parlement de Franche-Comté, en 1788, il y a aussi une insurrection dans le Dauphiné et devant tout cela la royauté capitule. Elle le fait par besoin d'argent, argent qui se trouve alors entre les mains d'une classe nouvelle qui s'est formée à travers l'Europe dès le Moyen-Age, cette classe c'est la bourgeoisie. Et c'est surtout aux yeux de cette bourgeoisie que diminue le prestige et l'éclat, pas de Louis XVI, mais de la royauté.

La masse rurale, elle, ignore, souffre et se tait.

En 1789, la royauté était donc impuissante. Cela se manifestait dramatiquement dans son impossibilité d'obtenir l'argent dont elle avait besoin pour vivre, impossibilité même à faire accepter les bienfaits qu'elle offre pour obtenir cet argent. Dans les classes instruites, dans une partie de la noblesse, dans la bourgeoisie, c'est un mouvement de révolte presque général. Ainsi donc, on le voit, le peuple n'était pas concerné, ni Montesquieu, ni Rousseau, ni bref aucun des écrivains qu'idôlâtre M. Lauriette ne sont d'ailleurs des démocrates au sens que nous attribuons aujourd'hui à ce mot. Ce Rousseau - dont on nous parle tant - va jusqu'à préciser dans son fameux "contrat social" que la démocratie ne peut embrasser qu'une partie du peuple ; ses faveurs vont vers Genève au gouvernement de la bourgeoisie "la seule partie saine de la république" selon lui. La théorie qui règne "consacrée par la révolution américaine" est donc que seuls les citoyens aisés doivent administrer un état, jouir des droits politiques. Le pauvre est exclu de la classe des citoyens actifs. Le "peuple souverain" n'est qu'une partie du peuple, cette partie qui possède l'argent - enrichie par le commerce de toutes sortes dont la traite des nègres - cette partie qui possède aussi le capital-instruction : la bourgeoisie.

Il est vrai que l'entrée du peuple de Paris déclenche la phase décisive, le 14 Juillet 1789 - c'est une "révolution municipale" qui s'étendra comme une traînée de poudre, à travers toute la France.

Il est vrai aussi que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen donnait implicitement à tous les citoyens des droits égaux, ainsi que des devoirs.

Mais après la prise de la Bastille, quand la bourgeoisie est vaincue, Sieyès les 20 et 21 Juillet lut au Comité de la Constitution les "Préliminaires de la Constitution, reconnaissance et exposition raisonnée des Droits de l'Homme et du Citoyen" où il distinguait les droits passifs des droits actifs, c'est-à-dire politiques: "Tous les citoyens d'un pays doivent jouir de droits de citoyens passifs, tous ont droit à la protection de leur personne, de leur propriété, de leur liberté, mais tous n'ont pas le droit de prendre une part active dans la formation des pouvoirs publics : ils ne sont pas citoyens actifs. Les femmes du moins dans l'état actuel, les enfants, les étrangers, ceux encore qui ne contribueront en rien à soutenir l'établissement public ne doivent pas influencer activement sur la chose publique".

La déclaration des Droits votée du 20 au 26 Août 89 contient théoriquement toute la république démocratique et sociale. Mais elle n'est pas appliquée.

Le droit d'ainesse est aboli mais les principes de l'héritage n'est pas mis en question. "L'idée d'un partage égal des terres entre tous les hommes, de la socialisation générale ou partielle des propriétés foncières, des capitaux, des instruments de travail n'existe pas, en 1789 elle n'est soutenue par personne".

Le peuple était rejeté, la prise de la Bastille ne lui avait servi à rien. Alors force est de reconnaître que les bénéficiaires furent seulement ceux qui depuis longtemps étaient organisés et tenaient dans les faits les rênes du pays; la bourgeoisie triomphait, c'était en France la consécration

du capitalisme dont les bases pourraient servir plus tard de cadre et bon an mal an, aussi bien à l'empire qu'à la démocratie parlementaire, qu'au régime fasciste ou au pouvoir personnel du général de Gaulle.

Et force sera aussi à M Lauriette, de nous préciser si c'est ce modèle de révolution qu'il veut pour la Guadeloupe, si de nouveau, à l'instar de la révolution de 1789, la fraction la plus large du peuple, celle comprenant le prolétariat et la paysannerie pauvre, ne servira qu'à donner l'assaut à des bastilles combien mieux défendues - puis sera par la suite rejeté hors du gouvernement et de la vie du pays. CETTE SOLUTION NE PEUT ETRE LA NOTRE.

Le capitalisme a conquis la terre, il l'a modelé à son image, il n'a pu vivre qu'en créant partout où il s'installait une masse de plus en plus importante d'hommes pauvres et destinés à accroître son profit. Et ce profit il ne put donc l'accroître, qu'en rasant, en pillant, en salariant, en "civilisant". Ainsi nous sommes arrivés aujourd'hui à un monde compliqué par un travail divisé, un monde où les progrès de la science, paradoxalement ne font qu'augmenter notre angoisse (bombe atomique) où des guerres de plus en plus meurtrières et cyniques rasant chaque jour des centaines d'hommes (Vietnam) où malgré d'immenses réserves plus de la moitié de l'humanité crève de faim. Devant tout cela il faut sans cesse rappeler la nécessité du choix qui se pose à nous. Il est nécessaire que des voix de plus en plus fortes et organisées, s'élèvent pour rappeler qu'il n'est qu'un seul choix possible : la lutte pour le socialisme.

Lutte pour le socialisme par le renversement de la bureaucratie en URSS.

Lutte pour le socialisme passant par le renversement de la bourgeoisie dans les pays dit avancés.

Lutte pour le socialisme au travers des luttes de libération nationale dans les pays colonisés et par voie de conséquence sous-développés.

Et la caractéristique essentielle de ces luttes, c'est qu'elles sont les luttes d'une partie bien déterminée des nations, elles sont les luttes des classes pauvres, du prolétariat et de la paysannerie pauvre, contre le capital sous toutes ses formes.

Il ne s'agit plus "d'une diminution de souffrance de la classe faible", M. Lauriette, mais de la prise en main par cette classe faible de toutes les affaires du pays, de sa destinée. Et cela s'appelle la dictature du prolétariat.

Il ne s'agit pas non plus "de faire trembler le haut sans rendre haineux le bas", ni d'aucune autre proposition de caractère tout aussi charitable ou paternaliste, mais de l'organisation de ce prolétariat et de cette paysannerie pauvre en vue de l'établissement de leur propre dictature.

"Renverser l'ancien pouvoir est une chose", il faudra nous expliquer scientifiquement par quels moyens. En homme de culture il faudra aussi, M. Lauriette, nous expliquer pourquoi pour une bastille prise avec des fourches et des bâtons, des centaines d'autres à travers le monde ont résisté. En nationaliste (puisque vous parlez de socialisme spécifique), il faudra nous expliquer pourquoi Delgrès se fit finalement sauter au Matouba, pourquoi tous les soulèvements (Moule 1952, Martinique, Ste-Thérèse) se sont éteints sans avoir jamais obtenu de concessions capitales.

Et en supposant que tout alors fut bien plus simple que nous le croyons, une fois la Bastille guadeloupéenne tombée, il faudra aussi nous montrer par quels moyens le prolétariat s'emparera du pouvoir.

La bourgeoisie, elle, peut s'en emparer, nous le savons, elle a pour cela toutes les institutions (armée, police, administration), la morale et les mœurs, les activités artistiques, les croyances et les coutumes qu'elle s'est patiemment créée à travers les générations.

L'ennuyeux est que c'est justement à sa domination que nous nous opposons. Le prolétariat des villes, celui des campagnes, la paysannerie pauvre, n'ont rien de tout cela, ils n'ont au départ, que le nombre, la volonté de vivre mieux, et intuitivement quelque peu la conscience que tous les changements, les aménagements, à l'intérieur du système dans lequel ils se trouvent n'iront pas dans leur intérêt à eux.

La conclusion s'impose donc de nouveau :

"De même qu'un forgeron ne peut saisir de sa main nue un fer chauffé à blanc, le prolétariat ne peut les mains nues s'emparer du pouvoir, il lui faut une organisation appropriée à cette tâche". (L. TROTSKY "La Révolution Russe").

Nous avons parlé d'organisation, dans tous les pays du monde, et à chaque étape, il y eut des prédicateurs de l'ignorance de leur peuple, de l'inanité de leur peuple. Nous pouvons écouter chaque jour au hasard de nos rencontres et de nos conversations : "l'indien sent" (sous-entendu : mauvais), pendant la guerre d'Algérie et jusqu'aujourd'hui d'ailleurs l'Algérien est "malpropre et beaucoup plus hyène ou chacal que colonisé", le Chinois est "sournois, chat et hypocrite", le nègre, lui, est "idiot, singe et niais"; du temps de la révolution française "le peuple" est "bête, ours et pas intelligent pour un sou".

En règle générale tous les exploités de la terre pensent non pas à se nourrir et faire l'amour entre autre choses, mais exclusivement "à bouffer", "à grailler", "à manger" (dit sur un ton bien spécial), ou à "s'accoupler".

Et ce que nous disons, à tous ceux là qui prétendent "faire retrouver au Guadeloupéen sa fierté", à tous ceux qui veulent l'inciter au combat, c'est que toute tentative de désaliénation partant de l'idéologie parfois raciste mais toujours méprisante bâtie par le capitalisme justement afin de déguiser la réalité, aboutit à ne plus voir nos problèmes que dans des limites fixées par ce capitalisme, et ne conduit à plus ou moins longue échéance qu'à un échec sur quelque plan que nous nous plaçons.

* * * * *
* * * * *
* * *
*